

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

L. DE LAVERGNE

Note sur les variations des prix depuis 1826

Journal de la société statistique de Paris, tome 5 (1864), p. 119-124

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1864__5__119_0

© Société de statistique de Paris, 1864, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III.

Note sur les variations des prix depuis 1826.

Nous empruntons au dernier fascicule du *Compte rendu des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, le remarquable travail, lu récemment à cette académie, par M. de Lavergne, membre de l'Institut, sous le titre modeste de : *Note sur les variations des prix depuis 1826.*

D'après une opinion généralement répandue, les prix des choses ont suivi en France une hausse graduelle et constante depuis trente ou quarante ans, et on attribue cette progression à la quantité toujours croissante du numéraire en circulation; pour désigner ce phénomène économique, on se sert d'un terme très-usité, la *dépréciation du signe monétaire*. Je crois qu'il y a, soit dans l'observation du fait, soit dans l'indication de la cause, une grande part d'exagération, et je voudrais appeler un moment sur ce point l'attention des statisticiens et des économistes.

L'histoire des prix est encore à faire chez nous; elle a été faite en Angleterre par M. Tooke. Un travail aussi complet, aussi détaillé que celui de M. Tooke, serait nécessaire pour traiter à fond cette question délicate. Rien de plus variable que les prix, rien de plus complexe que les causes qui agissent sur eux. La constatation même des faits présente d'énormes difficultés, car les prix diffèrent, dans un même pays et dans un même moment, suivant les lieux et les circonstances; la qualité des marchandises varie autant que la quantité. Je n'ai pas la prétention d'entrer ici dans tous ces détails, qui exigeraient des volumes. Il ne s'agit pour le moment que d'une note sommaire. Les résultats que je vais présenter ne peuvent être qu'approximatifs. Je crois cependant que, dans leur ensemble, ils se rapprochent beaucoup de la vérité. Chacun peut les contrôler d'après ses propres observations, car les phénomènes à déterminer sont tout récents. Nous vivons au milieu des prix,

nous les discutons nous-mêmes chaque jour, et nous avons un intérêt puissant à les bien connaître, puisque l'aisance de nos familles en dépend.

On possède un instrument suffisant pour apprécier en gros les variations des prix depuis 1826, dans le travail annuel de la commission des valeurs, instituée en 1847 au ministère de l'agriculture et du commerce. Cette commission, composée des hommes les plus éminents dans nos diverses industries, fixe tous les ans les prix des marchandises qui alimentent notre commerce d'importation et d'exportation. Ainsi s'établissent les valeurs actuelles qui figurent dans nos tableaux de douanes, et comme en même temps on a conservé sur ces tableaux les valeurs officielles, telles qu'elles résultent d'une première évaluation faite en 1826, on peut, en mettant les deux colonnes en présence, constater assez exactement les variations des prix depuis trente-six ans. Un lauréat de l'Académie, M. Levasseur, s'est déjà servi de cette comparaison dans son livre, intitulé : *Question de l'or*; mais il s'est arrêté en 1857, et ce qui est arrivé depuis 1857 me paraît jeter une lumière nouvelle sur la question.

Constatons d'abord un premier fait, c'est que, d'après le travail de la commission des valeurs, au moment de son établissement, le prix des choses avait baissé au lieu de monter en France de 1826 à 1847. Notre commerce extérieur, importations et exportations réunies, s'est élevé, en 1847, à 1,867 millions en valeurs officielles et 1,676 millions en valeurs actuelles; différence en moins 191 millions. Dans l'espace de vingt-un ans, les prix avaient ainsi baissé, en moyenne, de 10 p. 100. Ce résultat, très-frappant par lui-même, devient encore plus remarquable quand on fait la distinction entre les valeurs premières et les objets manufacturés. D'après les évaluations de la commission, les prix des matières premières avaient peu varié; ceux des objets manufacturés avaient, au contraire baissé, en moyenne de 20 p. 100.

Les évaluations de la commission avaient porté sur 385 articles; 80 avaient haussé depuis 1826, 79 avaient maintenu leurs prix, 226 avaient baissé. La baisse était surtout marquée sur les tissus.

D'après un travail publié par M. Coquelin dans le *Journal des économistes* (t. XXIV), on avait pu constater une baisse de 63 p. 100 sur certains tissus de coton, de 62 p. 100 sur certains tissus de laine, de 54 p. 100 sur certains tissus de soie, de 49 p. 100 sur certains tissus de lin et de chanvre. Ces calculs, qui ne portaient que sur un petit nombre de marchandises, ont été rectifiés et généralisés par M. Natalis Rondot, dans un article de l'*Annuaire de l'économie politique*, pour 1850; il en résulte que les tissus de coton considérés dans leur ensemble avaient baissé de 58 p. 100, ceux de laine de 52 p. 100, ceux de lin et de chanvre de 31 p. 100, ceux de soie de 14 p. 100.

Même pour les objets de consommation naturels, 5 avaient haussé, 3 avaient maintenu leurs prix, 14 avaient baissé; dans les matières nécessaires à l'industrie, 31 avaient haussé, 17 avaient maintenu leurs prix, 34 avaient baissé. Ces différences s'aggravent encore par cette considération, qu'en 1826 on avait recherché le prix des marchandises importées sur le lieu de production, et en 1847 d'après les cours de nos entrepôts, et de même pour les marchandises exportées, on avait recherché en 1826 le prix au lieu de production, et en 1846 au bureau d'expédition. Dans les deux cas, les marchandises étaient grevées, d'après le tarif de 1847, de frais de transport dont elles étaient affranchies dans les évaluations de 1826.

En 1848 commence une nouvelle période de quinze ans, qui se divise elle-même

en trois fractions quinquennales. La première a duré de 1848 à 1852; les prix généraux ont commencé par baisser encore en 1848, puis ils se sont relevés, et après quelques oscillations, ils sont arrivés en 1852 au même point qu'en 1826. C'est ce qui résulte des chiffres suivants :

	Valeurs de 1826.	Valeurs de l'année.
	— millions.	— millions.
1848	1,390	1,164
1849	1,812	1,662
1850	1,904	1,859
1851	2,020	1,923
1852	2,219	2,246

Comme on voit, les valeurs générales de 1852 égalent celles de 1826, sauf une légère hausse d'environ 1 p. 100. Quand on décompose les chiffres, voici ce qu'on trouve : à l'importation, les soies, les bois, les houilles, le lin, le cuivre, le café, ont haussé sur 1826; les cotons ont baissé, les laines sont restées stationnaires; à l'exportation, les tissus de soie, les vins, les céréales, ont haussé; les tissus de coton, de laine, de lin, de chanvre ont baissé. Chaque marchandise obéit à des lois qui lui sont propres, aucune cause n'agit sensiblement pour élever tous les prix à la fois.

A partir de 1853, s'ouvre une période de hausse rapide et générale; elle dure cinq ans, et arrive à son maximum en 1856 et 1857.

	Valeurs de 1826.	Valeurs de l'année.
	— millions.	— millions.
1853	2,467	2,738
1854	2,419	2,706
1855	2,808	3,152
1856	3,148	3,883
1857	3,090	3,739

Il résulte de ces chiffres, que les prix généraux ont haussé brusquement de 30 à 25 p. 100 dans cette période.

Une hausse si forte en si peu de temps a dû frapper tous les esprits. Les métaux précieux de Californie et d'Australie ayant commencé vers le même temps à se répandre en Europe, on a conclu de cette coïncidence que la hausse venait de là, et il n'est pas en effet impossible que l'accroissement de l'or monnayé y ait été pour quelque chose. L'action de cette cause se réduit cependant beaucoup quand on y regarde de près. D'abord l'invasion des métaux précieux n'a pas été aussi prompte et aussi rapide qu'on pourrait l'imaginer. L'importation s'est fortement accrue, mais l'exportation l'a suivie d'assez près. Dans les vingt ans écoulés de 1827 à 1847, les états de douane signalaient un excédant d'importation pour les matières d'or et d'argent de 80 millions en moyenne par an; de 1851 à 1857, cet excédant s'est élevé à 125 millions; la différence est sensible sans doute, mais elle n'est pas énorme surtout quand on la compare à la masse totale de notre capital métallique, qui ne devait pas être alors au-dessous de 5 milliards. Ensuite, quand on examine les marchandises dont le prix a le plus haussé dans cette période, on trouve les céréales qui ont monté de 30 p. 100, les soies qui ont monté de 50 p. 100, les vins qui ont monté de 300 p. 100; or, pour ces trois articles, le blé, la soie et le vin, la cause évidente de la hausse a été le déficit de production amené par une série de mauvaises récoltes. La maladie de la vigne et celle du ver à soie datent de 1854,

et le déficit sur les céréales a atteint le sixième environ de la production ordinaire pendant quatre années consécutives.

A côté de ces denrées devenues plus chères parce qu'elles étaient plus rares, il s'en est trouvé d'autres qui sont restées au-dessous des prix de 1826. On peut citer toujours les tissus de coton, de laine et de chanvre. A part ces exceptions et quelques autres, la hausse a été générale; ceux qui considèrent les hauts prix comme un signe infailible de prospérité ont eu de quoi se satisfaire; ils ont pu croire qu'un avenir de cherté indéfinie s'ouvrait devant nous.

Notons, en passant, une cause économique qui a dû avoir une grande influence : c'est l'élévation subite des dépenses publiques. Le budget des dépenses, qui était de 1,450 millions en 1852, s'est élevé brusquement à 2 milliards et au delà. De nouveaux impôts ont été établis, et l'État a dû faire, pour la guerre d'Orient, 2 milliards d'emprunts en quatre ans. Or nous savons, par l'exemple de l'Angleterre et de la Hollande, que les pays qui ont de forts impôts et de lourdes dettes sont en même temps des pays de cherté; l'impôt, en s'ajoutant aux frais de production, fait naturellement monter le prix, et l'emprunt, en raréfiant les capitaux, produit les mêmes effets. Notons, enfin, l'action d'une autre cause qui s'est exercée avec beaucoup d'intensité, l'agiotage général sur les prix ou ce qu'on appelle la spéculation.

Dans la dernière période quinquennale de 1858 à 1862, on a vu les prix généraux descendre rapidement et se maintenir ensuite à 10 p. 100 au-dessus de 1826.

	Valeurs de 1826.	Valeurs de l'année.
	— millions. —	— millions. —
1858	3,161	3,450
1859	3,402	3,907
1860	3,676	4,174
1861	3,892	4,369
1862	3,941	4,441

Les années 1858 et 1859, qui ouvrent cette période, ont été celles où les métaux précieux sont entrés en France avec le plus d'abondance; l'excédant des importations sur les exportations, pour les matières d'or et d'argent, a atteint, dans ces deux années, 842 millions, et ce sont précisément celles où la baisse des prix s'est déclarée; l'ensemble des cinq ans donne un excédant total d'un milliard, tandis que la période précédente n'avait donné que 623 millions.

Quand on entre dans les détails, on trouve encore des causes de hausse et de baisse spéciales à certaines marchandises. Ainsi, les soies et les vins ont maintenu leurs prix élevés par suite du déficit constant de la récolte, les céréales ont monté de 50 p. 100 pour la même cause, en 1861 et 1862, et le coton en laine, qui était en baisse depuis longtemps, a subi une hausse considérable par suite de la guerre d'Amérique. D'autres marchandises ont baissé, comme les soies et les sucres; les tissus de coton se sont à peine relevés, malgré la hausse de la matière première, les tissus de lin et de chanvre ont maintenu leurs prix. Nous ne connaissons pas encore les chiffres de 1863, mais nous savons déjà que les céréales, par exemple, sont retombées à des prix très-bas.

Ainsi, depuis trente-six ans, il n'y a eu de véritable période de hausse que dans les années écoulées de 1850 à 1857; dans les vingt-cinq ans qui ont précédé 1850, c'est la baisse qui a prévalu, et dans la période postérieure à 1857, la baisse paraît l'emporter encore. Nous ne sommes pas revenus aux prix de 1826 et encore moins

à ceux de 1847, mais nous paraissent nous en rapprocher. Même dans le temps où l'inflammation des prix a été la plus forte, les mauvaises récoltes en blé, en vin et en soie y ont été pour beaucoup, et l'accroissement des impôts de consommation, l'augmentation de la dette publique, la fièvre de la spéculation expliquent la plus grande partie du reste.

En examinant la question à un point de vue général, on aperçoit deux courants contraires qui agissent sur les prix. L'application des sciences à l'industrie, l'extension des chemins de fer, la pratique de la liberté commerciale, sont les causes constantes de bon marché; elles sont neutralisées par les goûts de bien-être qui se répandent de plus en plus dans le monde et qui augmentent encore plus vite la demande des produits. La France, qui exportait, en 1830, pour 500 millions de marchandises, en exporte aujourd'hui pour plus de 2 milliards; son exportation a plus que quadruplé. En même temps, sa propre consommation a probablement doublé. Il faut un grand surcroît d'activité dans la production des matières premières, par suite de la difficulté croissante des approvisionnements. Il faut maintenant mettre le monde entier à contribution pour nous fournir les quantités de laine, de soie, de coton, qui nous sont nécessaires.

Ce progrès général des consommations peut servir à expliquer, par une sorte d'illusion d'optique, l'opinion régnante sur la dépréciation du règne monétaire. Le prix des choses peut n'avoir pas beaucoup changé, et cependant les dépenses de la vie peuvent avoir monté dans une forte proportion, si elles représentent des consommations nouvelles. Dans une société qui s'enrichit, les consommations s'accroissent naturellement, insensiblement, sans qu'on s'en rende compte, et on peut croire de bonne foi qu'on a toujours le même genre de vie, quand on en a réellement changé. Admettons que la somme des choses consommées ait doublé en France depuis quarante ans, les dépenses moyennes de la vie auront doublé dans toutes les conditions, sans qu'il y ait une hausse dans les prix. On aura toujours pour 1,000 fr. le même genre de vie qu'autrefois, mais pour occuper le même rang dans l'échelle sociale, il en faudra 2,000 fr. C'est ce que les Anglais appellent le *standard of life*.

Ce qui est vrai des revenus, l'est également des capitaux. Tout annonce que le capital de la France a au moins doublé depuis quarante ans. Les produits de l'agriculture ont presque doublé, ceux de l'industrie ont suivi une progression bien autrement rapide. L'état moyen des fortunes a monté en proportion, de sorte que, pour occuper le même rang dans l'échelle sociale qu'avec 100,000 fr. de capital, il en faut 200,000 fr. aujourd'hui. Il n'est nullement nécessaire d'avoir recours à la dépréciation du signe monétaire pour expliquer cette différence. La quantité des métaux précieux s'est accrue en même temps que les autres capitaux, mais elle n'a pas marché plus vite. Il est d'ailleurs à remarquer que le pays du monde où règne la plus grande cherté, l'Angleterre, a beaucoup moins de numéraire que nous, et les prix y ont beaucoup moins monté que chez nous, depuis les grands arrivages de l'or.

La ville de Paris présente des phénomènes particuliers. Il est incontestable qu'à Paris les dépenses privées se sont fortement accrues depuis dix ans. Cette cherté tient à plusieurs causes dont la principale est l'énorme accroissement de la population parisienne. Tout le monde sait que le département de la Seine, qui avait 1,422,000 habitants en 1851, en a compté 1,954,000 en 1861, augmentation, en

dix ans, 532,000, sans compter cette foule de voyageurs qu'attirent, de plus en plus, les chemins de fer et qui ne figurent pas dans les recensements. Le résultat inévitable de cette agglomération subite a été une hausse sur le prix de tous les objets de consommation. Il a fallu augmenter les approvisionnements de la quantité de blé, de viande, de vin, de comestibles de tout genre, nécessaires pour nourrir ces 600,000 nouveaux consommateurs. Quels que soient les progrès de l'agriculture dans les environs de Paris, ils n'ont pu suffire à ce surcroît de consommation. Il a donc fallu étendre de tous côtés le rayon d'approvisionnement, ce qui a fait la hausse sur tous les marchés et augmenté considérablement les frais de transport.

En même temps l'Angleterre, qui a de grands besoins et de puissantes ressources, est venue nous disputer les grains, la viande, le beurre, les fruits, les volailles, les œufs, et l'exportation des denrées alimentaires a pris des proportions inouïes jusqu'alors.

L'augmentation de la population parisienne n'est que le signe et l'effet de l'augmentation des capitaux, qui a été infiniment plus rapide sur ce point que dans le reste de la France. Il est impossible d'apprécier de quelle somme s'est accrue, dans ces derniers temps, la richesse de la ville de Paris, soit par l'extrême concentration des dépenses publiques, soit par la multiplicité des entreprises dont elle perçoit presque tous les bénéfices, soit par l'influence des étrangers qui viennent lui apporter leur tribut de tous les points du monde. On sait seulement que cette accumulation a dépassé de beaucoup tout ce qu'on a vu jusqu'ici. Les dépenses d'embellissement et d'entretien se sont accrues dans une proportion analogue, et le budget de la ville a au moins triplé. Toutes ces causes réunies ont agi sur les loyers. La démolition d'un grand nombre d'habitations, au moment où s'accroissait rapidement la population, a diminué l'offre quand montait la demande. Un logement, à Paris, ne représente pas d'ailleurs, aujourd'hui, ce qu'il représentait auparavant. Les maisons sont plus belles, les appartements plus richement ornés. La ville elle-même est mieux éclairée, mieux percée, plus agréable à habiter, et toute amélioration de ce genre se résout en dépenses qu'il faut payer. La cherté des loyers réagit, à son tour, sur tous les services et contribue à en élever le prix. La spéculation, extrêmement active à Paris, s'empare de ces éléments et achève ce que le luxe a commencé.

Je crois donc pouvoir conclure, de ce qui précède, que la dépréciation du signe monétaire n'est pas ce qu'on suppose, et que, sous ce mot, se cachent des phénomènes très-complexes qu'il importe de démêler.

L. DE LAVERGNE,
de l'Institut,

un des vice-présidents de la Société de statistique de Paris.
